

24/07/2025

***Plus que jamais, la CGT doit renouer
avec la lutte des classes !***

Alors que Bayrou a annoncé la couleur et prépare la fin de tous les acquis sociaux de 45 doublée d'une cure d'austérité monumentale, les organisations syndicales et en tout premier lieu la CGT, produisent des réactions qui sont loin d'être à la hauteur des enjeux. Nous présentons deux exemples qui démontrent une analyse erronée et tout autant éloignée de la compréhension de la lutte de classes.

L'interview de Sophie Binet le 16 juillet à Télé Matin

Le refus de considérer Macron comme un ennemi de classe

Cette interview porte d'abord l'habituel discours de la CGT depuis au moins deux ans, faisant de Macron un référent à qui s'adresser plutôt qu'un ennemi de classe. Ce discours atteint tout de même un sommet dans l'aveu d'incompréhension des rapports de classes que fait la secrétaire générale de la CGT : « *Ce que je ne comprends pas c'est pourquoi le gouvernement refuse, par principe, d'aller chercher l'argent là où il est, à savoir dans la poche des actionnaires, des rentiers, des plus riches.* ». La réponse est pourtant évidente : ce n'est pas une question de principe, le gouvernement est au service de ces actionnaires et rentiers, il est là pour appliquer la feuille de route du Grand Capital et pour rien d'autre. En imposant l'austérité aux travailleurs et en ne touchant pas au Capital, il est parfaitement dans son rôle.

Cette incompréhension se retrouve aussi dans cet extrait des dires de Sophie Binet : « *Ça fait un an que la CGT alerte sur les licenciements qui se multiplient en France, et sur les fermetures d'entreprises. [...] le gouvernement refuse de lever le petit doigt pour empêcher ces licenciements.* ». Qui la CGT a-t-elle alerté ? Encore Macron et son gouvernement. Mais cette alerte cache mal une question essentielle : qu'a fait la CGT à part alerter ? Quelle riposte aux licenciements massifs la direction confédérale de la CGT a-t-elle organisée ?

Des propositions qui ne remettent pas en cause le capitalisme

L'un des sujets abordés dans cette interview fut celui de ce que l'on baptise « aides publiques aux entreprises ». Une commission sénatoriale en a récemment fixé le montant à 211 milliards d'euros par an.

Tout d'abord, il faudrait distinguer, dans cet ensemble, quelque chose qui n'est pas de même nature que le reste, à savoir les exonérations de cotisations sociales, qui ne sont pas des « aides », mais un vol légalisé du salaire socialisé ; Sophie Binet ne le fait pas.

Ensuite, pour le Parti Révolutionnaire Communistes, ces « aides » n'ont aucune pertinence, sauf à adopter le point de vue du Capital, elles devraient donc être supprimées. Là encore, ce n'est pas le point de vue de Sophie Binet qui explique que cela fait une dizaine d'années que la CGT demande l'évaluation des aides aux entreprises. Sa position n'est pas leur suppression, mais leur évaluation en vue de séparer le bon grain de l'ivraie : « *Il faut une transparence, une évaluation de ces aides publiques et les concentrer sur les entreprises qui sont exemplaires du point de vue social et environnemental.* ». Et là, nous tombons de Charybde en Scylla. Comment, dans le système capitaliste, peut-il exister des entreprises exemplaires du point de vue social et environnemental ? C'est une aberration totale et, encore une fois, relève d'une volonté politique de masquer ce qu'est la réalité du système capitaliste. La seule revendication de la secrétaire-générale de la CGT, dans ce domaine consiste à « *Donner les moyens aux représentants du personnel de contrôler ces aides publiques.* ». Nous sommes bien, non dans une volonté d'abattre le capitalisme, ni même de le mettre en accusation, mais de s'en accommoder en le repeignant en vert ou en rose.

La fixation sur l'extrême-droite

La secrétaire-générale de la CGT, interrogée sur les menaces de guerre et la hausse du budget des armées, déroule son obsession autour d'une mythique « internationale d'extrême-droite », permettant à la fois de ne pas analyser les contradictions au sein du stade impérialiste et de persister à ne pas voir dans Macron (qui n'est apparemment pas d'extrême-droite) un ennemi de classe. Voici ce que dit Sophie Binet : *« Il y a une vraie menace sur nos démocraties et nos libertés, mais cette menace n'est pas d'abord militaire, elle est politique ; cette menace, c'est Trump, Poutine, Netanyahu, etc. qui soutiennent les mouvements d'extrême-droite pour que l'extrême-droite arrive au pouvoir dans un maximum de pays européens. »*. Comme dans plusieurs de ses expressions passées, la secrétaire-générale de la CGT qualifie les puissances impérialistes de l'UE de « démocraties » et évoque une menace potentielle future sur les libertés, comme si celles-ci n'étaient pas d'ores et déjà restreintes et brimées par l'État capitaliste actuel. On pourrait en demander des nouvelles aux militants qui soutiennent la lutte de libération nationale des Palestiniens, au moment où une loi interdisant de qualifier la situation à Gaza de génocidaire se prépare, ou encore aux centaines de militants de la CGT poursuivis ou condamnés pour leur activité syndicale.

La pétition intersyndicale : rien sur les luttes

Les huit organisations syndicales de notre pays font circuler en ligne depuis quelques jours une pétition contestant le projet de budget de Bayrou, intitulée : « Budget Bayrou, ça suffit ».

Si le projet de Bayrou y est largement critiqué et condamné, cela reste dans les mêmes marges que les propos de la secrétaire-générale de la CGT, que nous évoquions plus haut. Ainsi, par exemple, on peut y lire que *« des entreprises qui continuent à percevoir chaque année 211 milliards d'euros d'aides publiques, sans transparence, ni évaluation, et surtout sans conditionner ces aides à l'atteinte de quelconques objectifs en matière d'emploi, de qualité de l'emploi, ni de respect d'ambitions sociales ou environnementales. »*. Des mesures à évaluer et non à supprimer.

On y retrouve aussi les attentes envers Macron et son gouvernement : *« Ce que nous attendons, c'est un projet respectueux pour le Pays, porteur d'espoir et de justice. »*. Comme si une telle attente vis-à-vis des gouvernants au service du Grand Capital avait quoi que ce soit de rationnel !

Mais ce qui frappe le plus, à la lecture de ce texte, c'est qu'il ne contient aucune référence, aucun appel à la lutte. On a bien entendu Marylise Léon, de la CFDT, dire qu'elle ne s'interdisait rien, mais on peine à voir la riposte que propose l'intersyndicale. Cette riposte, en réalité, se limite à la présentation de cette pétition, comme si une pétition et une menace d'une hypothétique prochaine mobilisation pouvaient être d'une quelconque utilité pour arrêter la politique du gouvernement.

Le 10 septembre : quand les libertariens veulent occuper le terrain

Les déclarations de la CGT, dans le droit fil de la pétition, n'évoquent en aucune manière la lutte, on ne sent pas du tout un branle-bas de combat de la part de la direction confédérale, qui aurait pu, par exemple, réunir en urgence son Comité Confédéral National et appeler dès maintenant à la lutte. Les premières déclarations ont logiquement suscité, sur les réseaux sociaux, des réactions pour le moins courroucées demandant quand on allait se mettre à la grève générale. Le Parti Révolutionnaire Communistes partage l'avis de toutes celles et tous ceux qui en ont assez que rien ne soit organisé ni même tenté pour lutter contre les tenants du Grand Capital.

Au milieu de ce ras-le-bol justifié arrive la proposition d'une journée de blocage du pays le 10 septembre prochain. Si certains de ceux qui l'ont lancée sont animés d'un juste sentiment d'écœurement vis-à-vis de Macron et de l'attentisme des syndicats, d'autres se mettent en avant pour des combats qui ne sont pas les nôtres.

Ainsi, a commencé à fleurir depuis quelques semaines l'expression "c'est Nicolas qui paie", utilisée par une grande partie de la droite pour dénoncer les dépenses de l'État, une fiscalité vue comme étouffante et une redistribution jugée excessive, une expression d'ailleurs enregistrée à l'INPI par Erik Tegnér, patron du magazine identitaire *Frontières*. Loin de vouloir s'en prendre aux capitalistes, les idéologues cachés derrière « Nicolas » appartiennent au courant des libertariens (sur le modèle du fascisant argentin Milei) dont le but est de limiter complètement l'intervention de l'État aux forces spéciales de répression et de limiter au maximum les impôts et cotisations sociales. Par exemple, le député RN Matthias Renault évoque dans une vidéo que "sur les réseaux sociaux commence à émerger l'idée d'une mobilisation populaire au mois de septembre". Dans son post, sur X, il y ajoute les mots clés 10 septembre et Nicolas-Qui-Paie.

Sur les réseaux sociaux, les tenants de « Nicolas qui paie » sont souvent des gens des couches moyennes élevées, ou de la petite bourgeoisie qui se plaignent des impôts, s'en prennent aux chômeurs et aux « assistés », quand ils ne disent pas que, si Nicolas paie, c'est Karim qui consomme, avec un racisme de plus en plus assumé.

En conclusion

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, la plupart de celles et tous ceux qui sont impatients que la riposte commence ne sont pas des réactionnaires déguisés. Ils sont animés d'une colère totalement justifiée que nous

partageons. Cela rend encore plus importante la réaction des syndicats et, en particulier celle de la CGT. Il n'est pas possible d'abandonner tous les travailleurs trouvant que la CGT est trop intégrée au système aux tenants du moins d'État et de « la faute aux assistés et à l'immigration ».

La direction confédérale de la CGT doit prendre la mesure de la colère de nombreux travailleurs et doit changer de braquet. Finies les réunions de collaboration de classe avec le patronat ou les fondés de pouvoir du Capital. Finis les conciliabules intersyndicaux qui débouchent sur : « Il est urgent d'attendre » ! Place à la lutte des classes, systématique et organisée ! L'organisation méthodique de la riposte, c'est la responsabilité de toute la CGT et spécialement de sa direction confédérale.

Seule la lutte résolue, par la grève, le blocage de l'économie, permettra de jeter aux oubliettes le budget de Bayrou !